

## Présentation

Françoise DUREAU\* et André QUESNEL\*\*

Depuis une trentaine d'années, les pays latino-américains sont traversés par des mouvements qui ont modifié en profondeur leurs espaces sociaux, économiques et politiques. Au premier rang de ces mouvements, figurent une croissance démographique forte, une mobilité intense et une urbanisation massive : plus de 70 % de la population réside aujourd'hui en ville, alors que la plus grande partie de la population rurale s'inscrit d'ores et déjà dans le monde urbain qui concentre les emplois, les services et... les espérances de l'ensemble de la population. Dans le même temps, la majorité des pays doivent affronter la contraction de leurs ressources extérieures (exportations agricoles et minières, investissements étrangers), la mise sous contrôle de leur économie par les politiques d'ajustement structurel et l'ouverture des marchés ; ils abandonnent une gestion étatique centralisatrice pour une libéralisation des principaux secteurs de l'économie. Enfin, les régimes nationaux-populistes sont contraints de s'engager dans la voie de la démocratisation. Segmentation des espaces sociaux, économiques et politiques, diversification et recomposition des acteurs institutionnels et sociaux résultent directement de ces mouvements d'envergure.

Dans ce paysage social en mutation, il n'est pas étonnant que la grande majorité des articles de ces deux Cahiers (numéros 3 et 4, 1992) traitent principalement des modalités de constitution des groupes sociaux, de leur rôle dans la transformation de la vie économique et sociale, de la formation de leur identité et des conditions de leur représentativité. La démarche adoptée par nombre d'auteurs s'inscrit dans le mouvement de « crise des paradigmes » et de développement des approches empiriques qui marque, depuis quelques années, la recherche latino-américaine en sciences sociales ; à plusieurs décennies

\* Géographe Orstom, département Sociétés, Urbanisation, Développement, UR Migrations, travail, mobilités sociales.

\*\* Démographe Orstom, Département Milieux et Activité agricole, UR Dynamique des peuplements humains.

de « règne » des thèses du développement inégal, du dualisme de la société, etc., succède une époque caractérisée par le déclin des tentatives de théorisation du changement social et d'élaboration de modèles de développement. La démocratisation politique qui a gagné l'Amérique latine dans la dernière décennie conduit à une surévaluation des mouvements revendicatifs dans le champ des sciences sociales, voire à une réification de ces mouvements, sous l'angle communautaire : ils ne sont pourtant pas directement liés au processus de démocratisation de l'État ou de la politique. Plusieurs auteurs insistent sur cet aspect : en s'attachant à l'histoire économique et culturelle des différents groupes, ils mettent en évidence leur hétérogénéité interne et débusquent l'erreur, si l'on veut comprendre le sens de leurs pratiques, qui consiste à n'identifier ces groupes que par leur position dans la structure de production ou l'objet de leur revendication. On notera toutefois que les études menées en milieu urbain n'accordent qu'une place réduite aux transformations macro-économiques et aux groupes sociaux qui ont un rôle majeur dans la structuration spatiale, économique et sociale de la ville ; à l'inverse, les études en milieu rural s'intéressent aux effets de l'élargissement du marché et du désengagement de l'État sur l'espace, et montrent comment les acteurs s'y inscrivent, se l'accaparent et le façonnent à travers la constitution et la recomposition de leurs relations de production.

Ces Cahiers constituent une contribution à l'appréhension des changements sociaux dans des régions particulières du Brésil et du Mexique principalement. Mais, dans ce domaine et d'une manière générale, les articles présentés ne rendent pas compte de l'ensemble des recherches menées par l'Orstom et par ses partenaires en Amérique latine et dans la Caraïbe. Deux articles témoignent cependant de problématiques et de démarches particulières : celui de MARCHAL, THÉRY et WANIEZ met en évidence les transformations du paysage électoral brésilien à partir de l'analyse, au niveau municipal, des résultats des élections présidentielles de 1989 ; dans leur texte consacré à la ville de Quito, PELTRE et D'ERCOLE posent le problème de la gestion d'un environnement à risque dans un contexte de croissance urbaine, et de l'importance de l'éducation et de la sensibilisation de la population.

## LA DIFFICILE IDENTIFICATION DES ACTEURS SOCIAUX

Comme le notent CASTRO et GUIMARÃES, la fin de l'« État patron » s'accompagne au Brésil d'une remise en cause de la hiérarchie sociale dans le monde du travail, remise en cause d'autant plus rapide que

l'espace de production se segmente sur le plan économique comme sur le plan technique (développement de la sous-traitance, multiplication des marchés et des intervenants) et politique (importance de la dimension régionale et des stratégies des élites locales). Cette segmentation se traduit par une grande variété de situations statutaires et économiques des travailleurs, variété renforcée par des évolutions liées à la crise économique : le développement de la mobilité professionnelle et des pratiques de pluriactivités, l'augmentation de la population impliquée dans le secteur informel et les échanges croissants entre celui-ci et le secteur formel de la production.

Leur seule situation objective dans le processus de production ne suffit plus à repérer les différents groupes de travailleurs. L'identification des groupes sociaux passe non seulement par une bonne connaissance de l'itinéraire professionnel, mais aussi de la trajectoire spatiale et de l'histoire familiale. Au-delà des difficultés d'analyse des réalités sociales, cette plasticité des groupes sociaux soulève d'autres questions :

— celle des référents mobilisés par les individus dans leurs stratégies et dans leur construction identitaire (AGIER; GEFFRAY; HOFFMANN et SKERRITT);

— celle de l'articulation entre les différents groupes comme, par exemple, le groupe des travailleurs salariés et des groupes organisés sur une autre base que celle des rapports de production : quartier, ethnie, race, sexe, etc (AGIER; CASTRO et GUIMARÃES);

— celle du décalage avec les institutions et les individus censés les représenter ou leur conférer une identité et une représentativité, notamment les associations et leurs dirigeants (AUBERTIN; BISILLIAT; FASSIN; GEFFRAY; LÉNA; ROY).

#### DES TRAJECTOIRES CHAOTIQUES, DES REVENDICATIONS PONCTUELLES ET UNE IDENTITÉ ASSIGNÉE

Dans un contexte d'instabilité géographique des activités économiques, le mouvement migratoire s'est transformé : il est devenu multipolaire, réversible, de durée et d'amplitude variables. Mus par « une même quête de moyens de survivre » (ROY), les migrants traversent différentes situations sociales et économiques en milieu rural et en ville.

Arrivés en ville ou sur des frontières agricoles, comme en Amazonie, les migrants se dirigent vers le secteur économique qui s'offre comme le plus ouvert, qui s'est le plus souvent imposé auparavant à d'autres migrants parents ou originaires du même village. Il en va ainsi du secteur du bâtiment, qui accueille traditionnellement nombre

d'immigrants dans les villes (LULLE). Les formes particulières de mobilisation de la main-d'œuvre ouvrière dans le bâtiment rendent ce secteur d'activité particulièrement accessible aux migrants peu qualifiés : la précarité de l'emploi se trouve ainsi renforcée par cette fonction d'accueil de travailleurs aux trajectoires professionnelles et sociales diverses qui ne réunissent pas les éléments nécessaires à la formation d'un corps organisé avec des représentants. La diversité des trajectoires des migrants et, plus encore, l'absence d'inscription dans un métier, un savoir-faire, rendent difficiles la constitution, l'action, la réussite, des associations (AUBERTIN; BISILLIAT; FASSIN; ROY).

Installation à demeure, stabilisation mais aussi acquisition d'une autonomie économique sont au cœur des désirs des migrants (LÉNA; ROY). Mais ces espérances ne sont pas prises en compte à leur juste dimension par les acteurs institutionnels (État, organismes de développement, organisations syndicales, associatives, religieuses, etc.) et leurs agents. Il est remarquable que ces acteurs, et plus encore les associations qu'ils suscitent autour d'une revendication ponctuelle (la terre, le logement), assignent une identité à des ensembles d'individus très différents, très atomisés. Plus particulièrement, on voit bien comment l'Église et les mouvements religieux brésiliens, par leur prise en charge des pauvres, participent à ces mouvements, contribuent à la formation et au fonctionnement des associations qui les structurent (AUBERTIN; BISILLIAT), et, par là, favorisent chez des individus dont l'existence est segmentée, déracinée, l'émergence d'un sentiment d'appartenance à un groupe défini par une communauté de ressources ou de besoins.

Formées autour d'une revendication concrète telle que le logement, qu'elles conduisent d'ailleurs à dépolitiser (AUBERTIN), les associations ne permettent qu'un apprentissage de la relation à l'autre, de la discussion (BISILLIAT), ou même d'un modèle de comportement et d'action qui ne leur sont pas propres (FASSIN; ROY). Il ne s'agit aucunement d'apprentissage de la citoyenneté, de formation générale ou politique, ni même de solidarité autour d'un objectif de société ou d'organisation de la communauté à plus long terme (AUBERTIN; BISILLIAT) : une fois satisfaite la revendication fondatrice, l'association se délite (BISILLIAT; FASSIN; ROY).

On voit donc mal comment un groupe pourrait se forger une identité autre que celle qui lui est assignée ou qu'il emprunte. Cette identité attribuée est néanmoins intégrée par les individus; ils l'utilisent le temps de satisfaire leurs revendications et, à l'extrême, l'assument — même si elle les dépasse — dans la mesure où elle facilite leur reconnaissance et leur permet d'accéder à certains biens ou d'améliorer leur situation : l'exemple le plus frappant est celui des *seringueros*

(collecteurs de caoutchouc) de l'Amazonie brésilienne qui se voient investis d'une histoire et d'un savoir-faire en matière de gestion de l'environnement (GEFFRAY; LÉNA). Mais c'est aussi l'exemple des femmes des communautés indiennes qui, en profitant des opportunités offertes par l'extérieur (emploi, aide des organisations), revendiquent leur territoire : le quotidien (FASSIN).

## ESPACES FAMILIAUX ET LOCAUX DE L'IDENTITÉ

En contrepoint du questionnement des mouvements représentatifs et associatifs considérés comme porteurs de nouvelles identités, on peut s'interroger avec AGIER sur ce qui fonde l'identité urbaine et le sentiment d'appartenance à une communauté. On notera l'importance du marquage et de l'ancrage spatiaux de certaines familles à l'échelle du quartier (AGIER) ou de la microrégion (HOFFMANN et SKERRITT); le familialisme opère alors comme un système de relations sociales et économiques, mais surtout de valeurs, qui permet aux individus de ne pas se couper de la communauté dont ils sont issus, et empêche ainsi leur atomisation. De plus, en dépit de l'hétérogénéité économique des familles, c'est aux valeurs familiales inscrites dans le quartier que vont puiser les associations, les réseaux, pour se constituer et perdurer : « l'emprise urbaine façonne la citoyenneté en l'absence de société contractuelle » (AGIER).

À l'opposé, CAMBREZY montre que le hiatus entre division territoriale politique et répartitions foncières empêchent au Mexique les *ejidatarios* (groupes qui bénéficient de l'usage de terres par la réforme agraire) de s'approprier un espace propre, support de leurs activités productives et politiques, à la différence des *rancheros*, propriétaires, pour qui « l'ancrage local et territorial est le fondement de la création et de la reproduction du groupe » (HOFFMANN et SKERRITT).

## ÉLARGISSEMENT ET INTÉGRATION DU MARCHÉ : POUR QUELS ACTEURS ?

L'importance croissante accordée à l'analyse en termes d'acteurs dans un contexte de démocratisation politique ne doit pas faire oublier le rôle majeur des transformations macro-économiques : intégration des espaces de production à un marché élargi et désengagement de l'État du contrôle de la production.

On sait que le marché est constitué de réseaux d'échanges très hétérogènes, entre des acteurs tout aussi hétérogènes; ces réseaux se

constituent, s'étendent, se contractent, dans le jeu des relations et des stratégies des États, des firmes, des producteurs, etc. On sait surtout, et c'est peut-être là sa composante essentielle, qu'il est délocalisé, au sens où les pouvoirs et les stratégies des acteurs économiques opèrent ailleurs que dans l'espace de production. Le cas de la vallée de Mexicali l'illustre bien, où l'on voit qu'une conception territoriale du marché et de la production de la part du gouvernement mexicain, en occultant la logique réticulaire à l'oeuvre dans l'espace régional de la Californie et du nord du Mexique, l'amène implicitement à financer l'agriculture de son grand voisin (PORTAIS).

De même, l'État brésilien crée en Amazonie une frontière bien ambiguë, quant à ses fondements et objectifs, et surtout bien singulière par sa mise en place et son évolution, en ce sens que l'espace amazonien est rapidement intégré — par poches — au marché, et qu'il n'y a pas place pour les petits producteurs agricoles (LÉNA). Pour HAMELIN, cette intégration semble d'autant plus évidente que les indicateurs du changement économique et social du Brésil durant la dernière décennie se retrouvent en Amazonie.

Il est manifeste que cette intégration s'accompagne d'une remise en cause des relations de production au sein d'un même espace rural. C'est en fait l'élargissement à d'autres espaces économiques et sociaux et l'intervention de multiples nouveaux acteurs, qui conduisent à une redéfinition des relations sociales existantes (GEFFRAY ; LENA ; PINTON et EMPERAIRE). Pour les *seringueros*, c'est la fin du monde clos ; pour leurs patrons, c'est la fin de leur marché captif ; néanmoins, la relation de dépendance des *seringueros* se trouve renvoyée à un nouveau patron avec la création des réserves extractivistes (GEFFRAY).

Ces modes d'approche du monde rural défient les politiques de développement d'aujourd'hui : celles-ci, comme les expériences de réforme agraire, restent marquées par d'anciens paradigmes ou débats (agraristes contre productivistes), où est niée l'histoire des groupes sociaux, investis d'un rôle exclusif, positif ou négatif, dans les processus de transformation du monde rural (HOFFMANN et SKERRITT ; LENA ; MARCHAL). C'est à une reconsidération de ces groupes, à une réévaluation de leur situation passée et actuelle, que s'efforcent nombre d'auteurs. MARCHAL montre bien que les *hacendados* (grands propriétaires terriens) du Veracruz au début du XX<sup>e</sup> siècle ne doivent pas être vus comme une « classe oisive », mais plutôt comme des entrepreneurs, soucieux de rationalité, de rentabilité et du développement de leur exploitation, tout en maintenant, ce qui n'est pas contradictoire, des formes archaïques de mobilisation et de gestion de la main-d'œuvre. D'autres auteurs, comme EMPERAIRE, LÉNA et PINTON, à propos de l'agriculture et de l'extractivisme, soulignent les

risques qu'il y a à bâtir des politiques ou projets de développement sur une image simplifiée, voire fausse, des groupes, en méconnaissant ce qui fonde leurs relations, là où se définissent véritablement la forme et le sens de leur engagement dans les activités de production agricole.

Mais si cet engagement est difficilement identifiable du fait de la complexité croissante des systèmes de production, c'est qu'il est plus que jamais précaire pour la majorité des producteurs et des travailleurs agricoles. En effet l'État, pour sa part, s'est engagé dans une logique productiviste qui favorise la concentration foncière, le renforcement des oligarchies agro-industrielles sur le marché international, l'émergence d'entrepreneurs agricoles et... la liquidation des petits producteurs. Les réformes agraires apparaissent dès lors comme une parenthèse plus ou moins longue dans l'histoire des pays d'Amérique latine, durant laquelle elles ont virtuellement servi à asseoir la légitimité du parti au pouvoir comme au Mexique (CAMBREZY) ou bien à traduire l'esprit de réforme qui l'y a porté, comme au Brésil au début des années quatre-vingt. La revendication de la terre, et du maintien de l'exploitation agricole, même si elle fonde encore beaucoup de mouvements, se présente comme un anachronisme dans ce processus de modernisation économique : elle reste cependant le point d'appui pour ceux qui refusent de rejoindre la masse des travailleurs en circulation continue ou la mise à l'épreuve de leur identité en ville.

Avec le désengagement de l'État, une masse croissante de ruraux et d'urbains est laissée à la charge des organisations non gouvernementales, internationales, syndicales et religieuses : c'est vers ces dernières que se tournent le plus souvent les exclus pour asseoir leurs revendications, tenter de retrouver une place comme acteur social, et manifester le sentiment d'appartenance à une communauté. Les mutations politiques et économiques des États, la diversité et l'ampleur des inégalités sociales qu'elles provoquent, laissent à penser que le chantier de la recomposition des sociétés latino-américaines est largement et pour longtemps ouvert.